

Le salaire universel, version iconoclaste du revenu d'existence ?

Jean-Marie Harribey

12 avril 2021

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2021/04/12/le-salaire-universel-version-iconoclaste-du-revenu-d-existence>

Le journaliste économique Denis Bayon publie ce printemps *L'écologie contre le revenu de base, Un salaire universel pour la décroissance* (La Dispute, 2021). Il apporte une contribution que l'on peut prendre pour une tentative de dissipation de quelque chose qui paraissait étonnant à certains lecteurs de *La Décroissance* – dont je suis –, mensuel dans lequel travaille l'auteur : ce journal dit régulièrement pis que pendre du revenu d'existence, alors que la plupart des écologistes aujourd'hui adhèrent à cette proposition. Comment l'auteur résout-il ce paradoxe ou, tout au moins, cultive-t-il son originalité ? En puisant, selon ses propres dires, au meilleur de la critique de gauche du revenu d'existence et en adhérant totalement aux thèses de Bernard Friot que cette critique de gauche a combattues. Un paradoxe supplémentaire ? Voyons cela de près.

La problématique du revenu d'existence

Trois chapitres structurent ce livre. Le premier commence par une présentation de la proposition du revenu de base, autre nom du revenu d'existence ou allocation universelle¹. Le principe premier de ce revenu est d'être inconditionnel, reconnaissant ainsi l'existence de l'individu, de sa naissance à sa mort. Il n'est pas soumis à conditions de ressources et il est cumulable avec toute autre source de revenu, que celui-ci provienne du travail ou de la propriété.

L'auteur mentionne ensuite les questions qui sont en débat parmi les partisans de ce revenu. Quel montant retenir ? Les propositions vont de 500 à 1000 euros par mois (ce dernier montant étant proche du seuil de pauvreté), avec souvent une modulation de moitié pour les enfants. Même dans la version la plus modeste, l'avantage est de supprimer toutes les tracasseries administratives pour l'obtention des minimas sociaux ainsi que les contrôles. L'inconvénient parfois invoqué de le verser aux riches et aux très riches est annulé puisqu'une fiscalité rénovée prendrait à ceux-là bien plus qu'ils n'en recevraient avec le revenu universel.

La deuxième question est plus complexe et fera partie des objections présentées par les détracteurs de gauche au revenu d'existence : viendra-t-il à la place des prestations de la Sécurité sociale ou en plus de celle-ci ? L'auteur reviendra plus loin sur ce point.

Quels sont les « résultats bénéfiques attendus » (p. 28 et suiv.) du revenu d'existence ? L'un des premiers serait de mettre fin à la pauvreté, ce que n'a pas réussi à faire en France le RSA, pas plus que la prime d'activité. Il pourrait donner une autonomie aux individus, et cela dans une période où, selon certains théoriciens – dont Gorz –, la « fin du travail » arrive. Denis Bayon commence alors à discuter. Pour lui, derrière cette prétendue fin du travail, les écologistes qu'il appelle « sociaux » (p. 34) considèrent que le travail est associé à une

¹ Contrairement à ce que dit l'auteur dès la première phrase (p. 9), l'appellation « revenu garanti » n'est pas équivalente. Par exemple, des auteurs critiques ont proposé que toute personne adulte privée d'emploi ou en formation perçoive un revenu garanti sous conditions de ressources, tout à fait différent du revenu d'existence : Les Économistes atterrés et la Fondation Copernic (coord. J.-M. Harribey et C. Marty), *Faut-il un revenu universel ?*, Éd. de l'Atelier, 2017.

activité marchande. Vient une succession d'affirmations parfois difficiles à suivre car s'entrecroisent les idées des écologistes sociaux et les siennes, elles-mêmes contradictoires par endroits.

Ainsi, concernant la valeur, « Dans le capitalisme, la valeur des biens et services produits par le travail humain dépend du travail nécessaire à leur production » (p. 36). Et « Le temps de travail ne "mesure" pas la valeur des marchandises, contrairement à ce que pensaient les premiers libéraux tels Ricardo, le travail n'existe que par sa représentation institutionnelle dans la monnaie » (p. 36, note 17).

Concernant la définition du travail, « seule l'activité humaine mise en œuvre conformément aux règles du capitalisme est véritablement un *travail*. Seul ce travail marchand génère de la *valeur économique* puisqu'il est le seul, dans l'ordre capitaliste, à donner lieu à une création monétaire (*via* le crédit bancaire qui ne finance que l'investissement productif) et un échange marchand. » (p. 39).

Arrêtons-nous un instant en remontant l'ordre de ces affirmations. La production et l'échange de marchandises donnent-elles lieu seules à des échanges monétaires ? Sous quelle forme sont payés les fonctionnaires et comment ceux-ci dépensent-ils leurs salaires ? N'y a-t-il pas création de monnaie lorsque l'État et les collectivités territoriales empruntent ? Les banques ne prêtent-elles que pour l'investissement productif et ne leur arrive-t-il pas d'accorder des crédits aux grands groupes capitalistes pour que ceux-ci rachètent leurs actions ? En répondant à ces questions, on invalide complètement les affirmations précédentes. Mais ce n'est pas tout.

S'esquisse alors la thèse principale de l'auteur qui sera l'objet du troisième chapitre. « Un ensemble d'activités que nous appelons spontanément du "travail" – tout le secteur non marchand, non lucratif mis en œuvre par des administrations ou des associations – ne relève pas du travail ainsi défini » (p. 39). C'est exact si on précise que ce n'est pas du travail productif de plus-value destinée au capital. Mais peut-on le dire pour tout travail ? Sinon, sera-t-on autorisé à affirmer que « le "taux de prélèvement" [obligatoire] sur la valeur économique [marchande] pour financer le non-marchand, le non-productif, est proche de 50 % » (p. 39²) ? On est ici en phase parfaite avec la thèse libérale néoclassique proclamée partout : « L'économie gratuite est intégralement financée par les producteurs de richesses marchandes, ceux qui, au sens propre, font du fric »³, en phase aussi avec une certaine tradition marxiste, dont j'ai montré l'impasse.

Pour l'instant, l'auteur explique que le capitalisme cherche à toujours être en croissance, chose que l'on admet sans peine, alors que beaucoup de partisans du revenu universel proclament la « fin du travail ». Mais on devient plus perplexe avec la suite. « La croissance de la valeur économique doit se poursuivre *ad vitam aeternam*. La mobilisation par les institutions capitalistes de *toujours plus* d'heures de travail productif est la condition de la stabilité de ce régime économique » (p. 40). Ici, on a un doute, car s'agit-il vraiment du volumes d'heures travaillées ou du nombre d'emplois ? Le doute s'accroît encore quand l'auteur donne, pour illustrer sa théorie, un exemple où le « temps de travail diminue de 10 % », et repart aussitôt sur l'idée de « travailler toujours plus » (p. 41). Ce point est important car l'articulation entre la variation de la production, celle du temps de travail individuel et celle du nombre d'emplois permet de distinguer l'évolution de la productivité du travail par tête et celle de la productivité horaire. Dès lors, le pronostic fait par les « écologistes sociaux » selon lequel la révolution numérique aura pour conséquence que « le nombre d'heures travaillées dans le secteur marchand et non marchand est condamné à continuer sa chute » (p. 43) est assez hasardeux, d'autant plus qu'on ne constate même pas

² Voir aussi p. 41-42, où apparaît la notion de financement. J'y reviens à la fin.

³ J. Peyrelevade, « Quand l'économie du partage aveugle les anticapitalistes », *Les Échos*, 20 janvier 2016.

vraiment ce phénomène aujourd'hui pour la France car le nombre d'emplois a considérablement augmenté dans le secteur non marchand, sans que Denis Bayon note cela. Encore un avantage présumé du revenu universel : « Pour les écologistes sociaux, la critique du travail permet de restaurer *toutes* les personnes comme puissances créatives. C'est le versement d'argent inconditionnel qui viendra matérialiser cette approche, l'ancrer dans le réel » (p. 48). Retenons cela parce qu'on le retrouvera dans la propre thèse de Denis Bayon un peu plus loin. Toujours selon ses partisans, « le versement inconditionnel d'un revenu monétaire vient reconnaître cette valeur du lien [social] », de façon à organiser « une sortie historique de la société marchande capitaliste » avec « la disparition de l'argent, de la mesure de la valeur économique, donc de la valeur économique tout court » (p. 49). En marche donc vers la décroissance ?

La réfutation du revenu d'existence

Le deuxième chapitre du livre de Denis Bayon est consacré « aux critiques de gauche de la défense écologique du revenu de base » (p. 53 et suiv.). Ce chapitre n'a pas manqué de m'étonner car il s'ouvre sur une affirmation de l'auteur : « Parmi une abondante littérature je m'appuierai sur Jean-Marie Harribey [et sur plusieurs autres auteurs] » (p. 53, note 1), suivie de : « dont les travaux sont de loin les plus profonds » (p. 85, note 31) et qui est « un des meilleurs théoriciens de la gauche antilibérale » (p. 85) ou « le meilleur théoricien de la gauche de gauche » (p. 89). On verra vite que c'est pour préparer la sentence finale : « les positions de ses [de la gauche de gauche] meilleurs théoriciens ne sont pas exemptes d'incohérences intellectuelles » (p. 53) et ce que je dis « n'a économiquement aucun sens » (p. 101)⁴.

Quelles sont les critiques de gauche du revenu de base que partage Denis Bayon ? Entre « financer le revenu ou la Sécurité, il faut choisir » (p. 54). Le *quantitative easing for people* est impossible, mais pas exactement pour les raisons que donne l'auteur, car l'inflation est peu probable dans une situation d'important sous-emploi, et car la Banque centrale européenne ne crée pas de la monnaie pour que celle-ci « se transforme en titres financiers » (p. 56), elle achète des titres déjà émis. L'auteur émet aussi des doutes sur la possibilité qu'auraient les monnaies locales d'empêcher l'inflation. Il insiste aussi sur les réserves qu'il a vis-à-vis de la gratuité car « l'accès à la monnaie est émancipateur » (p. 61, ce qui sera démenti p. 158 avec la généralisation de la gratuité).

Vient ensuite l'importante question de l'ampleur de la fiscalité nécessaire pour verser un revenu d'existence de 1 000 euros par mois (près de la moitié du revenu disponible des ménages français). « Contrairement à ce qu'ils annoncent, *tous* les partisans du revenu de base sont dans l'obligation d'envisager la *liquidation* de la Sécurité sociale retraite et chômage. Les économistes de la gauche de gauche ont donc eu parfaitement raison de tirer la sonnette d'alarme sur ce point. » (p. 65⁵) et il y aurait une contradiction entre la proposition de financer le revenu de base et la croyance en une disparition du travail.

Le virage de Denis Bayon va s'amorcer : « Faudrait-il baisser drastiquement les revenus du travail indépendant ? Les salaires directs ? Les revenus du capital (dividendes, intérêts, loyers) ? Cette dernière mesure ne serait pas sans poser un problème redoutable. Et la gauche radicale française, si elle prenait Marx au sérieux, aurait dû la première la mettre en évidence. Comme elle ne le fait pas, il faut bien le faire ici à sa place, me référant à des auteurs marxistes non francophones. » (p. 65). Que Denis Bayon me permette de compléter ses

⁴ Dans ce chapitre, Denis Bayon me cite directement ou indirectement près d'une vingtaine de fois. Mon cher Bayon, j'en suis baba...

⁵ À cet endroit, les économistes de la gauche de gauche que cite Denis Bayon sont Michel Husson et moi (p. 65, note14).

lectures pour qu'il sorte de son déni ou de son aveuglement en lui signalant des écrits dont certains datent de plusieurs années⁶. Écrits qui, tous, appliquent les concepts de Marx, que Denis Bayon prétend nous faire découvrir, à savoir suraccumulation du capital, ralentissement des investissements et de la productivité du travail, baisse du taux de profit uniquement palliée par la financiarisation qui enfle le capital fictif. Bref, n'est pas Marx qui veut, capable de faire la « critique de la critique critique »⁷. En effet, prétendre que « la gauche altermondialiste, au premier rang Attac, a entièrement fait fausse route dans l'analyse du capitalisme "à la renverse" que nous connaissons aujourd'hui » au motif que nous penserions être dans « un organisme fondamentalement sain » et que nous aurions ignoré « les contradictions de plus en plus insolubles » (p. 82) du capitalisme, soit dénote d'une totale mauvaise foi, soit d'une ignorance de nos travaux sur la crise⁸. Si nous insistons et si j'insiste tant sur le travail, ce n'est pas pour croire au fétichisme de la finance.

Denis Bayon a lui aussi compris l'importance de se pencher sur le travail. Mais c'est là que les choses vont vraiment se gâter. Il a repéré que, selon moi, ce qui faisait la différence entre un travail productif de valeur et une activité simplement utile individuelle, c'était ce que j'ai appelé la « validation sociale » qui passe par deux voies : la vente sur le marché pour les marchandises et la décision politique de faire produire par des travailleurs des *services monétaires non marchands*. Et la conséquence est l'idée que je soutiens depuis de nombreuses années : les impôts et cotisations sociales sont prélevés sur un PIB déjà augmenté de la production non marchande.

Que m'oppose Denis Bayon ? Deux choses essentielles : que je confonds « deux niveaux d'analyse économique, macroéconomique et microéconomique » et que je commets ainsi « une erreur symétrique à la lecture capitaliste-libérale de la valeur » (p. 99). Pourquoi ? Parce que « l'entreprise est *effectivement* ponctionnée afin de garantir, par exemple, le paiement des fonctionnaires » (p. 100). Mais qui a nié que *des* prélèvements étaient faits sur les entreprises ? Quand je dis « prélèvement sur un PIB déjà augmenté du produit non marchand », le produit marchand est évidemment inclus dans le PIB total. Comment Denis Bayon peut-il commettre une telle bêtise ? Sans doute parce qu'il continue ainsi : « Certes ce

⁶ Notamment par ordre chronologique ici : J.-M. Harribey, « L'impact cumulé des crises sociale et écologique du capitalisme sur le devenir de la croissance : la fin programmée de celle-ci », Colloque « Recherche et Régulation », Paris, 10-12 juin 2015, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/soutenabilite/fin-croissance-rr.pdf> ; M. Husson, « "Stagnation séculaire" ou "croissance numérique" ? », janvier 2016, <http://hussonet.free.fr/stagnal6.pdf> ; J.-M. Harribey, *Le trou noir du capitalisme, Pour ne pas y être aspiré, réhabiliter le travail, instituer les communs et socialiser la monnaie*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2020 ; F. Chesnais, « L'état de l'économie mondiale au début de la grande récession Covid-19: repères historiques, analyses et illustrations », *À l'encontre*, 12 avril 2020, <http://alencontre.org/laune/letat-de-leconomie-mondiale-au-debut-de-la-grnde-recession-covid-19-reperes-historiques-analyses-et-illustrations.html>.

⁷ Allusion à *La Sainte famille* de K. Marx et F. Engels, 1841.

⁸ Attac (J.-M. Harribey, M. Husson, E. Jeffers, F. Lemaire, D. Plihon), *Par ici la sortie, Cette crise qui n'en finit pas*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2017, chapitre 1 « Un système économique à bout de souffle », suivi du chapitre 2 « De nouvelles crises financières en perspective ». Denis Bayon pourra aussi voir un livre plus ancien d'Attac (sous la dir. de J.-M. Harribey et D. Plihon) *Sortir de la crise globale, Vers un monde solidaire et écologique*, Paris, La Découverte 2009, dans lequel le chapitre 2 était consacré entièrement à expliquer la relation entre production et finance (dans le sens de causalité de la première à la seconde) et où j'avais moi-même écrit dans le chapitre 1 : « Le modèle d'accumulation financière a fini par exploser parce que, à force de précariser la condition salariale, la finance hors sol a fait long feu. Autrement dit, la finance a été rattrapée par une contrainte dont elle avait cru pouvoir s'exonérer : seul le travail produit de la valeur économique. À l'illusion d'un monde enchanté où la richesse naîtrait du néant, grâce à une finance faiseuse de miracles, a succédé une crise globale qui révèle qu'il y a une limite à l'exploitation de la force de travail, de la même façon que le capitalisme approche de la limite de l'exploitation de la nature » (p. 17). Et j'ajoutais en note de bas de page : « Dans cette phase du capitalisme, Marx aurait dit que la finance "fétiche" avait été rattrapée par la "loi de la valeur" ». Qui dit mieux ? Camarade Bayon, n'êtes-vous pas baba ? Sérieusement, ne faites-vous pas la différence entre des travaux théoriques et tout ce qui peut se répéter en boucle sur internet ?

flux monétaire n'est pas analysé comme un transfert de valeur économique⁹, puisqu'il est désormais reconnu que les fonctionnaires travaillent et produisent eux-mêmes une valeur économique non marchande. Mais il n'empêche que la *totalité* des impôts et des cotisations sociales provient *toujours* de la seule valeur économique marchande et non d'une valeur non marchande garantissant... l'accès gratuit aux biens et services ! L'idée d'un prélèvement reposant sur un PIB "déjà augmenté" n'a économiquement aucun sens » (p. 100-101).

Se dessine ici ce qui sera dans le troisième chapitre l'opposition frontale entre deux thèses sur l'origine de la valeur ajoutée. Commençons le décorticage ici, toujours par la fin. La totalité des impôts et cotisations est-elle versée par la seule sphère marchande, les fonctionnaires n'en sont-ils pas prélevés aussi ? Si Denis Bayon admet que les travailleurs des services monétaires non marchands produisent une valeur, qu'est ce donc que le transfert de monnaie censé payer pour eux qui ne serait pas une valeur ? On reconnaît là la thèse de Bernard Friot et du Réseau salariat qui distinguent flux de monnaie et flux de valeur, qui récusent l'identité entre les deux flux, et que l'on va retrouver dans le troisième chapitre de Denis Bayon. Mais, déjà, notons l'imbroglio qui consiste à dire que seule la valeur marchande est ponctionnée, mais sous forme de monnaie qui n'est pas valeur ! Et à soutenir que le partage du travail revient à « reconnaître la légitimité de l'employeur, le décideur » (p. 102). Pourquoi les patronats s'y opposent-ils farouchement depuis l'aube de la révolution industrielle ?

Avec un tel argumentaire, il n'est pas très étonnant que l'auteur en arrive à proposer la socialisation de « l'*intégralité* de la production des biens et services » (p. 105) et à inventer un nouveau grief parce que je confondrais « obligation morale et sanctions institutionnelles » (p. 111). Diable ! La distinction que je fais entre sphère monétaire avec validation sociale (comprenant deux compartiments : marchand et non marchand) et sphère non monétaire (où s'exercent par exemple le travail domestique ou les activités libres) ne plait pas à Denis Bayon¹⁰. Effectivement, lui même confond monétaire et marchand et donc non-monétaire et non-marchand (p. 128, 133). Et il analyse que les activités domestiques et de soin aux proches relèvent d'une obligation morale, alors qu'il fustige la notion de solidarité parce qu'elle contiendrait l'idée d'un transfert de valeur à travers les minimas sociaux et les retraites¹¹. Mais en quoi un principe moral aussi légitime soit-il, s'opposerait-il à l'idée d'un transfert entre « actifs » et « inactifs » ? Denis Bayon emprunte un chemin tortueux pour aboutir à sa proposition idéologique : comme, dit-il, c'est l'État social et les services publics qui « sont à l'origine de la consommation de masse, de la progression sans limite repérable de la société industrielle et donc d'une crise écologique généralisée (sic) » (p. 114), alors il faut la décroissance. On va alors découvrir que la décroissance ne peut pas financer un revenu universel mais peut financer un salaire universel.

Le tour de passe-passe du salaire universel

Le troisième chapitre du livre de Denis Bayon s'ouvre sur la nécessité d'une révolution, pas celle des écologistes partisans du revenu de base, ni celle des faux révolutionnaires antilibéraux, mais « une révolution qui nous enracine dans le temps, celui de siècles de combats contre des ordres économiques et politiques oppresseurs », avec « l'obligation de

⁹ Denis Bayon finit par se mélanger les pieds dans cette histoire abracadabrante de transfert de monnaie qui n'est pas de la valeur : « Le travail marchand est en effet en permanence soumis directement à la dure contrainte de la productivité et de la rentabilité. Mais celle-ci s'impose également, quoiqu'indirectement, au travail non marchand, sinon il ne peut plus être financé par les *transferts de valeur économique* en provenance du secteur marchand » (p. 45, souligné par moi).

¹⁰ Pour arriver à un pataquès théorique : qu'est ce qu'« une valeur économique non monétaire » évoquée p.126 ?

¹¹ Contrairement à ce qu'affirme Denis Bayon (p. 106), tous les syndicats sauf FO parlent de la retraite comme d'un salaire socialisé et non pas différé

transformer les institutions économiques pour les rendre les moins violentes possibles » (p. 117). Pas de « grand soir », nous dit l'auteur. On en conclut spontanément à la nécessité d'une transition, concept qu'il avait auparavant récusé (p. 51). Mais l'important est encore ailleurs.

Les lecteurs qui ne sont pas familiers des écrits du sociologue Bernard Friot et du Réseau salariat trouveront dans ce chapitre un emprunt complet aux thèses de ceux-ci, avec les références souhaitées. Le problème est que Denis Bayon ne dit rien des réfutations en règle qui ont été portées contre elles, à tel point que Bernard Friot, éminent chercheur, est obligé régulièrement d'amender ses formulations, mais en gardant l'essentiel¹².

Au départ de la discussion, il y a la notion de validation sociale qui n'est en rien avancée par la gauche antilibérale, comme l'affirme Denis Bayon (p. 115). C'est moi qui l'ai remise à l'honneur au grand dam de presque toute la gauche¹³. Denis Bayon frise le contresens quand il écrit : « les salaires versés aux retraités, aux chômeurs, aux familles font également l'objet d'une validation sociale. Si ne n'était pas le cas... ils ne seraient pas versés. [...] Il n'existe donc aucune raison logique de ne pas considérer les chômeurs et les retraités touchant du salaire (indirect) comme des travailleurs, producteurs de valeur économique » (p. 119, aussi p. 132). Si ! une raison logique : Denis Bayon mélange deux choses, deux types de validation, la validation du travail des employés du secteur non marchand, et *par suite*, du salaire qui leur sera versé après avoir travaillé, et la validation d'un droit à la retraite, à l'allocation chômage, etc. Mais la validation de ce droit, éminemment légitime (résultant de l'obligation morale de tout à l'heure) ne peut être une preuve logique de leur production de valeur. Il y a là une confusion conceptuelle magistrale que j'ai souvent exposée à Bernard Friot, mais qui n'y a jamais répondu, et pour cause, il mêle deux ordres différents : le normatif et le positif.

On pourrait remarquer aussi que, peut-être, Denis Bayon n'est pas très convaincu de sa thèse car il précise que la retraite est un salaire indirect : pourquoi « indirect » puisqu'il « valide », paraît-il, la production de valeur par le retraité !!! Si Denis Bayon voulait être cohérent avec lui-même, il devrait persévérer avec ce qu'il avait laissé entrevoir (p. 62) : la retraite serait un revenu primaire.¹⁴

¹² Je discute depuis environ vingt-cinq ans avec Bernard Friot. Voir un des derniers articles dans lequel je récapitule tous les arguments échangés : J.-M. Harribey, « Derrière les retraites, le travail. À propos du livre de Bernard Friot, *Le travail, enjeu des retraites* », *Les Possibles*, n° 20, Printemps 2019, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/a-propos-livre-friot.pdf>. On y trouvera notamment des détails sur la distinction cruciale entre financement et paiement de la production.

¹³ Le lecteur de ce compte rendu de lecture pourrait s'étonner de l'abondance de références de Denis Bayon me concernant et de mes réponses, mais je crois être encore le seul ou quasiment le seul à défendre l'idée que le travail produit de la valeur s'il est socialement validé. Voir les controverses interminables que j'ai eues avec les marxistes patentés orthodoxes : A. Artous, J. Bidet, C. Darmangeat, G. Duménil, M. Husson, M. Zerbato. Toutes références sur mon site <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/index-valeur.html>. Voir aussi ma controverse avec A. Orléan lors de la parution de nos deux livres sur la valeur, le sien *L'empire de la valeur, Refonder l'économie*, Paris, Seuil, 2011, et le mien *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2013 : J.-M. Harribey, « La valeur, ni en en surplomb, ni hors-sol », *Revue de la Régulation*, 2^e semestre 2011, <https://journals.openedition.org/regulation/9483> ; « Du travail à la monnaie, essai de perspective sociale e la valeur », *Économie et institutions*, n) 26, 2017, <https://journals.openedition.org/ei/5906>.

¹⁴ Je dois reconnaître à Denis Bayon d'avoir fourni un argument inédit, pris au sein de la comptabilité nationale (p. 122) : les loyers fictifs (« imputés » dit la comptabilité nationale) que se paient à eux-mêmes les propriétaires de leur logement et qui sont comptés positivement dans le PIB seraient une preuve que l'on peut considérer comme productif un acte gratuit par définition. Le problème est qu'il s'agit ici d'une fiction reconnue comme telle, qu'on ne peut assimiler à un revenu monétaire et qui ne donne lieu ni à paiement d'impôts ni à paiement de cotisations. Cette fiction a été introduite en comptabilité nationale pour des raisons de comparaisons internationales et est même jugée surestimée d'un quart à un tiers.

On arrive au fond de l'affaire. Celle de la monnaie. Denis Bayon reprend les positions de Bernard Friot et du regretté Bertrand Bony qui développent une conception de la monnaie et de sa création aux antipodes de tout ce que la théorie hétérodoxe contemporaine – économique, sociologique et anthropologique – de la monnaie a peu à peu élaboré¹⁵. Et il répercute donc toutes les erreurs factuelles et théoriques du courant de pensée du Réseau salariat.

- La « dissociation entre "valeur" et "monnaie" » (p. 130, aussi p. 168). Or la valeur économique est toujours monétaire. Dit à l'envers, il n'y a pas de valeur économique qui ne soit monétaire.
- Comme la confusion règne entre monétaire et marchand et entre non-monétaire et non-marchand, Denis Bayon répète à l'envi que la création de monnaie n'a lieu qu'en direction de la sphère marchande, ce que l'actualité dément quotidiennement. Et que, avec l'extension du secteur non marchand, on fera disparaître la monnaie (p. 168). Encore l'oubli que le secteur non marchand est monétaire. Sans parler de la distinction subtile entre monnaie et argent de Marx sur laquelle Denis Bayon fait silence.
- L'incompréhension de la monnaie de Denis Bayon se situe à un double niveau. D'abord, parce qu'il ignore la différence entre financement *ex ante* de la production et paiement de celle-ci *ex post*. Ensuite, tout investissement macroéconomique net exige une création monétaire qui anticipe le surplus social¹⁶. Il ne peut donc être rendu possible par le prélèvement d'une « cotisation économique » sur la production antérieure, à la mode du Réseau salariat. Pour le coup, c'est Denis Bayon qui confond la microéconomie et la macroéconomie.
- Confusion aussi entre l'activité propre qui se déroule dans les services publics non marchands et les achats de biens nécessaires à leur fonctionnement (ce qui dénote d'une confusion entre valeur ajoutée nette et consommations intermédiaires et de capital fixe) : « [les services publics et la Sécurité sociale santé] ne "prélèvent" pas plus de la valeur économique en achetant des biens et services marchands que les travailleurs (salariés et indépendants) et les capitalistes du secteur marchand ne "prélèvent" des biens et services non marchands lorsqu'ils se font soigner à l'hôpital public ou mettent leurs enfants à l'école gratuite de la République » (p. 130). Ou encore : « Tout autant qu'une opération du cœur ou d'un cours de math dans un lycée, la préparation d'un repas à la maison aura nécessité, d'une façon ou d'une autre, l'accès à la monnaie pour acheter tout ou partie des ingrédients, du matériel de cuisine ou de l'énergie. » (p. 131).
- Inversion de la relation entre production de valeur et versement de revenus ou de salaires, en faisant du versement de ceux-ci le préalable à la production : « Cela revient à poser chaque personne adulte comme productrice de valeur économique via l'universalisation du salaire. » (p. 133). « Seuls les revenus marchands – revenu du travail indépendant, salaire du travail-emploi, revenus de la propriété lucrative – produisent de la valeur économique et contribuent à la "richesse des nations" » (p. 145-146).
- Assimilation du normatif et du positif : « Il s'agit ici de défendre une position *a priori* comme producteur de valeur *toutes* les personnes majeures » (p. 137). Même quand je serai malade, impotent, grabataire, en soins palliatifs ? Il serait temps que Friot, Bayon et le Réseau salariat fassent un tour vers le critère de réfutabilité de Popper. Mais pour

¹⁵ J'ai eu il y a quelques années une discussion très longue et très fournie avec Bertrand Bony dont on trouvera l'essentiel dans « Que dit le Réseau salariat », 21 février 2017, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2017/02/21/que-dit-le-reseau-salariat>

¹⁶ Voir J.-M. Harribey, « La monnaie est une dette, mais auprès de qui ? », *Les Possibles*, n° 27, Printemps 2021, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/monnaie/monnaie-dette.pdf>.

quoi faire puisqu'on « pose *a priori* », et qu'on est donc exclusivement dans le registre normatif, sans pouvoir dire une seule chose analytique. « Une démocratie économique suppose que le plus grand nombre reconnaisse l'obligation de se comporter en producteur de valeur économique, en personne responsable du destin commun » (p. 141). Très bien pour la démocratie mais cela n'a strictement rien à voir avec une théorie de la production de valeur. À moins que ne se glisse la confusion préférée des économistes néoclassiques à propos de la « valeur de la nature » : la valeur au sens économique et les valeurs au sens éthiques. Un écologiste comme Denis Bayon devrait de méfier de ce glissement.

- Comment décroître ? En universalisant le salaire. Le revenu de base est impossible avec la décroissance mais le salaire universel est compatible avec la décroissance. L'ensemble de la production tend à la socialisation complète mais « la décroissance ne suppose en aucune façon la suppression des marchés comme mode de coordination économique » (p. 168). Des marchés sans monnaie ?
- Et que deviennent le travail et le temps de travail avec la décroissance ? C'est « indéterminé » (p. 166). Denis Bayon a raison. Mais cette indétermination ne peut se comprendre que si on a bien distingué les quatre variables énumérées plus haut : production, nombre d'emplois, durée individuelle du travail et productivité du travail. Il s'ensuit alors qu'on aurait la même indétermination sur le montant du PIB dans une phase où certaines productions décroisseraient et seraient remplacées par d'autres valant davantage.
- Un essai de formalisation incompréhensible : « Ce salaire universel, "à vie", aurait comme conséquence que s'ajoute[nt] à la valeur économique telle que calculée par la comptabilité nationale les salaires qu'il faudrait verser à tous ceux qui n'en percevaient pas jusqu'à présent (mais touchaient des minimas sociaux, des revenus de la propriété et du travail indépendant, voire pas de revenus monétaires du tout (femmes ou – plus rarement – hommes au foyer, jeunes gens encore pris en charge par leurs parents) » (p. 133-134). Certains seraient-ils comptés deux fois ? Et si ces ajouts portaient le PIB français à 2 900 milliards d'euros (tableau p. 134), en quoi la société serait-elle plus « riche » ? Denis Bayon a beau nous faire un rappel sur la distinction entre valeur et valeur d'usage (p. 172), il tombe dans le même panneau que tous les écologistes, partisans du revenu d'existence ou, comme lui, du salaire universel.

Au final, j'encourage à lire le livre de Denis Bayon, car, en ayant un regard critique, cela remuera les méninges. Certes, il n'innove en rien sur le plan théorique, il recopie ce que disent les partisans du revenu d'existence pour présenter celui-ci, ce que disent les critiques qu'il appelle de « gauche », ce que je dis puisqu'il m'utilise abondamment, et ce que disent les intellectuels autour de Bernard Friot sur le « salaire à vie ». Malheureusement, il assoit son dernier propos sur un fondement théorique d'une fragilité extrême. Il est donc dommage qu'il ait ignoré tout un pan de la discussion qui a eu lieu ces dernières années, principalement au moment des batailles sociales contre les réformes de la retraite.

Le revenu d'existence et le salaire à vie se rejoignent parfaitement parce qu'ils font tous les deux de toute activité un travail productif engendrant une valeur économique : c'est le problème insurmontable du salaire à vie qui est commun avec celui du revenu d'existence : dès lors qu'on pose l'hypothèse que ce qui fait d'une *activité* un *travail productif*, c'est la *validation sociale* qui lui est décernée par la société (*via* le marché ou la décision politique), l'activité libre échappe au champ du travail productif de valeur monétaire, quand bien même elle serait à l'origine d'une valeur d'usage.

Le revenu d'existence et le salaire se distinguent en ceci qu'ils ne s'inscrivent pas dans le même projet normatif. Le premier peut être à connotation très libérale (comme dans sa version de l'impôt négatif) ou très social-démocrate. Le second s'inscrit dans un projet communiste, projet qui demeure concevable, mais qui souffre ici de reposer sur un fondement théorique intenable au sujet de la monnaie et de la valeur¹⁷.

I Il ne suffit pas de dire « j'ai droit à », même à juste titre, pour que, *de facto*, je devienne producteur du moyen de satisfaire ce droit, subtilité que n'a jamais voulu reconnaître Bernard Friot. Pour terminer, on peut méditer la citation de Simone Weil que Denis Bayon donne à bon escient : « La notion d'obligation prime celle de droit qui lui est subordonnée et relative. Le droit n'est pas efficace par lui-même mais seulement par l'obligation à laquelle il correspond » (p. 89). Et Denis Bayon poursuit aussitôt en écrivant : « Le droit d'une personne n'est envisageable qu'à la condition que d'autres êtres humains se reconnaissent obligés à son endroit. » (p. 89-90). Et donc obligés de... produire pour elle si elle ne peut pas ou plus le faire...

¹⁷ J.-M. Harribey, « Un revenu d'inexistence sociale », *La Nouvelle Revue du Travail*, n° 11, 2017, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/travail/revenu-nrt.pdf>.